



## **Déficit au CUSM**

# **La gouvernance en cause selon le RPCU**

Montréal, 4 décembre 2012 – Dans une lettre ouverte envoyée à la Première ministre du Québec et demeurée sans réponse, le Regroupement provincial des comités des usagers du réseau de la santé et des services sociaux (RPCU) remettait en question le rôle des conseils d'administration dans la gestion de la santé au Québec. En effet, le RPCU ne croit pas que les conseils d'administration ont les outils nécessaires pour bien faire leur travail. De plus, dans certains cas, les codes d'éthique des conseils empêchent les usagers de s'exprimer.

*« Pourquoi avoir des usagers sur les conseils d'administration si c'est pour les bâillonner? »* s'interrogeait le directeur général du RPCU, monsieur Pierre Blain.

Le D<sup>r</sup> Baron indique dans son rapport sur le CUSM que les membres du conseil d'administration ont été privés d'informations cruciales. Selon le RPCU, seule une nouvelle gouvernance dans le domaine public permettra de régler les problèmes comme le déficit du CUSM. La façon dont les conseils d'administration fonctionnent n'est pas adéquate et les membres qui y siègent n'ont pas les moyens pour faire correctement leur travail. Il est essentiel que les usagers reprennent le contrôle des administrations et que les gestionnaires leur rendent des comptes.

*« Voulons-nous que la voix citoyenne s'exprime? Et si oui, comment pouvons-nous lui donner des moyens pour ce faire? »* conclut Pierre Blain.

La lettre adressée à la Première ministre est disponible sur le site Internet du RPCU à [www.rpcu.qc.ca](http://www.rpcu.qc.ca).

### **Profil de l'organisme**

Le Regroupement provincial des comités des usagers (RPCU) défend les droits des usagers et est le porte-parole des 600 comités des usagers et de résidents des établissements de santé et de services sociaux du Québec. La mission des comités des usagers et de résidents est de défendre les droits des usagers et de travailler à améliorer la qualité des services offerts aux usagers du réseau de la santé et des services sociaux